

INTRODUCTION

En 1956, l'influence internationale de Lester B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, était à son apogée. Ministre des Affaires étrangères depuis 1948, Pearson avait modelé la politique du Canada pendant la première phase – la plus critique – de la guerre froide. Il était un des principaux architectes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du nouveau Commonwealth multiracial, et avait en outre participé à l'élaboration des normes et procédures qui régissaient l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans les années 1950. Vers le milieu de la décennie, ce Canadien, qui jouissait d'une grande popularité, avait tissé un extraordinaire réseau d'amis et de relations s'étendant de l'Europe occidentale et de l'Atlantique Nord aux nouveaux pays indépendants d'Afrique et d'Asie. Toutefois, son affabilité et son idéalisme libéral occultaient souvent son intelligence aiguë des dures réalités de la politique internationale. Bien que parfaitement conscient des limites de la diplomatie, Pearson répugnait à la confrontation et recherchait presque intuitivement un terrain d'entente et un compromis permettant de trouver une issue à un conflit. Il avait le génie de la négociation et, selon le mot d'un journaliste de ses amis, il excellait dans l'art de « jouer les bons offices entre deux parties »¹.

Comme le montre clairement le présent volume, les avis de Pearson sur les événements internationaux étaient recherchés et appréciés. Par exemple, le ministre des Affaires étrangères d'Israël lui communiquait copie de sa correspondance avec le secrétaire d'État américain, John Foster Dulles, désireux de le tenir au courant. (document 1) Par ailleurs, le premier ministre britannique, Anthony Eden, effectua une visite à Ottawa, en février 1956, afin de s'enquérir de son point de vue sur la situation au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. (document 696) De même, au printemps 1956, comme l'OTAN ne savait comment réagir à la menace soviétique, Dulles se tourna vers lui pour redresser la situation. (document 519) Lorsque les troupes israéliennes envahirent l'Égypte le 29 octobre 1956, il était quasi inéluctable que « Mike » Pearson se retrouve immédiatement au centre de la crise.

La crise non résolue du Moyen-Orient et celle du canal de Suez dominant naturellement le volume 22. Ottawa continuait de manifester un vif intérêt pour les relations israélo-arabes au début de 1956; cependant, son attention croissait et diminuait au gré des urgences. Par conséquent, on ne possède qu'une documentation fragmentaire qui, dans la section préliminaire du premier chapitre, ne donne qu'une vue incomplète de la politique et des positions du Canada. Il s'en dégage des éléments tels que l'intérêt traditionnel que porte le Canada aux mesures d'instauration de la confiance comme l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) (document 5) ou les efforts des Américains visant à favoriser la coopération israélo-arabe pour ce qui est des voies navigables de la région. (document 8) On constate aussi que l'évolution de l'équilibre des pouvoirs au Moyen-Orient était perçue de façon pragmatique et réaliste. John W. Holmes, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, affirmait avec force que l'Occident devrait inviter l'Union soviétique dans la région, en lançant cet avertissement prophétique : « L'alternative à la non-coopération avec les Russes s'avère une faillite et peut conduire éventuellement au désastre. » (document 3) Pearson était de cet avis, mais pas Dulles (document 38), et lorsque éclata plus tard la crise de Suez, le sous-secrétaire d'État, Jules Léger, ne put

¹ Cité dans Norman Hillmer, « Pearson and the Sense of Paradox », dans la série intitulée *Pearson: The Unlikely Gladiator*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 5.